

# Vivre et lutter au matin du 21ème siècle

## Collectif mauvaise troupe sur la ZAD et le Val de Susa (2014).

Un ancien maquisard nous racontait que si aujourd'hui une révolution éclatait, il ne saurait sans doute pas la reconnaître comme telle. C'est un genre similaire de cécité, la lucidité en moins, qui frappe notre époque et ses 'analystes' figés dans une grille de lecture qui ne sait plus voir la révolte, aveugle à ces éclats, insensible à sa puissance. Le regard doit s'affûter à la meule du présent, desceller les paupières dogmatiques de ce qui a vécu. Les révoltes n'existent pas « encore », elles existent tout court.

Mais parce qu'elles désertent les autoroutes du grand soir, les TGV de LA révolution et les tours de contrôle des partis politiques, elles dessinent une géographie que les vieilles phraséologies ignorent, et dont la langue s'ébauche à fleur d'existence, avec dans la bouche toujours le goût de l'inconnu.

Avec l'ouvrage *Constellations*, nous avons tenté de déplier cette carte nouvelle et foisonnante, celle d'une génération politique des années 2000 (la nôtre, quel que soit notre âge) qui réinvente ses propres pistes révolutionnaires. Ce ciel-là est parsemé de fêtes sauvages arrachées aux rues pacifiées, de hackers aux prises avec la toile, de savoir-faire regagnés sur la dépossession, ou de tentatives d'organisation politique sans Organisations. Ciel menaçant, que nous entendons bien contribuer à précipiter sur la tête de l'ordre existant.

### NOTRE-DAME-DES-LANDES ET VAL SUSA

Nous vivons un temps qui exige que la question révolutionnaire soit reposée depuis les combats en cours, depuis leur force, les victoires qui font bégayer la voie du Progrès, que d'aucuns voudraient linéaire et sans tache. C'est au cœur de ces combats que les mots justes s'énoncent, que les pensées s'élaborent, çà et là ; c'est donc leur écho qu'il convient de répercuter ici. Aux deux extrémités de l'Hexagone, deux luttes - parmi tant d'autres - deux épopées, deux territoires en ébullition parviennent aujourd'hui à agréger des constellations multiples et à les faire consister en foyers indéracinables. Côté Atlantique, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Là-bas, depuis quarante ans, un projet d'aéroport « vert » menace d'atterrir sur 2000 hectares de terres agricoles, bocages et hameaux. À partir de la fin des années 2000, des dizaines de personnes sont venues s'installer sur cette Zone et défendre à l'appel d'habitants et de paysans qui avaient choisi de résister. Ce sont ces occupants sans droits ni titres que l'opération César d'octobre 2012 a tenté d'expulser avec la plus grande difficulté pendant plusieurs semaines. Le 17 novembre suivant, 40 000 manifestants venaient témoigner leur solidarité en participant à la réoccupation du bocage et à la construction d'un ensemble de nouvelles cabanes.

*« Dès lors commença, plus qu'un chantier : une œuvre, une œuvre commune. Tel jour au son d'un duo de saxo et d'accordéon grimpé sur un toit, tel autre sous une pluie battante ; toujours dans la boue et sous les espèces d'une fraternité communicative. Un de ces moments de pur bonheur où l'on pourrait croire qu'un tel déploiement de forces libres est facile et durerait toujours. Pourtant, tout a été accompli sous la pression jamais relâchée des gendarmes, des hélicoptères, des déclarations menaçantes des notables, et dans la conscience que le reste du monde n'avait pas changé, qu'il regorgeait de dispositifs hostiles, braqués contre nous dès lors que nous démontrions par l'exemple que nous n'avions pas besoin d'eux pour nous conduire. [...]*

*Auprès [des édifices de Vinci, constructeur de l'aéroport], quoi de plus frêle que ces assemblages de bois, de paille et d'argile, que nous façonnons : des châteaux de cartes gonflés de sève, de vie, qui ressemblent à nos rêves mais sculptés dans la matière, et que nous défendrons comme on défend sa peau [1]. »*

Côté alpin, la lutte No TAV [2] contre le projet de TGV reliant Lyon à Turin fait rage depuis plus d'une dizaine d'années. Le foyer majeur de contestation se situe juste de l'autre côté de la frontière française, dans la vallée occitane de Susa déjà balafrée par l'autoroute du Fréjus. C'est là que les autorités italiennes et européennes tentent de faire démarrer les travaux de forage nécessaires au percement d'un nouveau tunnel. Après une féroce bataille en 2005, la vallée bénéficia de cinq ans de répit. Mais depuis le début de l'année 2011, les porteurs de projet tentent à nouveau de reprendre l'initiative...

*« La libre république de la Maddalena a commencé à la fin du mois de mai [2011]. Un jour on apprend que les flics allaient venir dans la nuit pour occuper des terrains. Dans l'après-midi, on organise un débat et on part faire des barricades. La première barricade était à Ramats, et d'autres étaient dressées jusqu'à la centrale électrique. Notre « check-point » se trouvait là. De l'autre côté, la zone barricadée s'étendait jusqu'à Clarea. On était un millier, et toute la nuit on a barricadé. Les flics sont arrivés à minuit, à Clarea, on les a empêchés d'entrer et ils sont partis. Cette nuit-là, on a déclaré la libre république, et on est resté sur place. On avait le bar et le four à pizza, les avocats, les médecins, ainsi qu'un espace multimédia. [...] Ça devait ressembler à quelque chose comme la commune d'Oaxaca [3]. Chaque jour on était plus organisé, et ça a duré 45 jours. Les flics ne pouvaient pas entrer, ni l'État, on a fait la même chose que les maquisards, sans les mitraillettes [4]... »*

## **HABITER UN TERRITOIRE**

Ces kystes [5] se sont métastasés, au grand dam de ceux qui s'en voyaient déjà les habiles chirurgiens et qui redoutent explicitement que ceux-ci viennent contaminer tous leurs autres projets [6]. Ils n'ont pas subi la quarantaine des marginalisations, car la solidarité de ceux qui habitent et luttent là-bas ne permet pas aux États de faire moisson d'ivraie, en dialoguant avec le bon grain. Leurs échecs se lisent sur les lèvres des habitants du Val Susa scandant « nous sommes tous des black-blocs » après une manifestation particulièrement agitée le 3 juillet 2011. Accepter la diversité des pratiques de lutte, avoir un but commun mais des moyens différents pour y parvenir, telle est la force de ces deux combats, telle est leur intelligence. Dont la

source est peut-être à chercher dans le lien que ces habitants ont su tisser au territoire qu'ils défendent.

*« Nous habitons ici, et ce n'est pas peu dire. Habiter n'est pas loger. Un logement n'est finalement qu'une case, dans laquelle on « loge » de gré ou de force les gens après leur journée de travail et en attendant la suivante. C'est une cage dont les murs nous sont étrangers. Habiter, c'est autre chose. C'est un entrelacement de liens. C'est appartenir aux lieux autant qu'ils nous appartiennent. C'est ne pas être indifférent aux choses qui nous entourent, c'est être attaché-e-s : aux gens, aux ambiances, aux champs, aux haies, aux bois, aux maisons, à telle plante qui repousse au même endroit, à telle bête qu'on prend l'habitude de voir là. C'est être en prise, en puissance sur nos espaces. C'est l'opposé de leurs rêves cauchemardesques de métropole où l'on ne ferait que passer. Habiter ici, c'est ne plus pouvoir imaginer comment tout ça pourrait disparaître : parce que ça, c'est ce qui fait nos vies [7]. »*

Ces vies se mêlent si profondément à la lutte qu'elles en deviennent inséparables. Il ne s'agit plus ici de seulement militer pour ou contre une cause, ou en réaction à un grand projet nuisible, mais de rendre poreux l'existence et le combat jusqu'à en affaler les frontières. « Ce qui fait nos vies » est alors tissé d'un écheveau qui refuse tout dénouement. Ce qui voyage avec le slogan « ZAD partout », c'est cette réalité contagieuse : la possibilité effective d'existences antagonistes.

Dans un présent qui partout se défausse, il n'est pas paradoxal que ce soient les luttes les plus ancrées dans un territoire qui prennent des dimensions universelles. Car ces territoires ne se referment pas sur eux-mêmes, leurs frontières sont poreuses, traversées par ce que chacun peut y amener, et venir y puiser. Leurs échos se rencontrent à travers le partage de pratiques, de stratégies et d'un certain style (des ZAD sont nées dans le Tarn, le Morvan ou le Vaucluse) comme à travers les gestes de solidarité. C'est ainsi qu'à Nantes, le 22 février 2014, lors d'une manifestation rassemblant 50.000 personnes durant laquelle des locaux de Vinci et de Nantes Métropole ont été pris pour cibles, des opposants à l'aéroport s'en sont également pris à une agence SNCF en chantant les slogans italiens du *No TAV*. Si ces luttes rayonnent tant aujourd'hui, c'est qu'en ces territoires et dans leur au-delà se trouvent condensées et enchevêtrées les constellations de nos vies (les manières d'habiter, cultiver, se soigner, de constituer des « communs », mais aussi de retrouver des formes d'intervention politiques offensives ou de générer des imaginaires décolonisés).

## **ZONES DE NON-DROIT**

La ZAD ou le Val Susa ne sont pas des « zones de non-droit » dans le sens où elles constitueraient de petits espaces au sein desquels le droit ne serait plus respecté, elles le sont dans la mesure où à travers chacune de leurs actions, elles déposent le droit, rendent caduque la loi et ridicules ses thuriféraires. Lorsque le 23 avril 2014 le préfet de Loire-Atlantique fait repartir ses troupes avant même qu'elles arrivent jusqu'aux tracteurs et barricades qui protègent la ferme nouvellement occupée de Saint-Jean-du-Tertre, lorsque ses arrêtés « interdisant de cultiver » ou de « reconstruire un hangar » sont et demeurent lettres mortes, lorsque même ses plus

hargneuses tentatives restent couronnées d'échec, quelque chose se produit qui est davantage qu'une résistance locale, qui se transforme en démonstration, en porte ouverte dont le courant d'air traverse l'Europe. Lorsqu'à Venas en 2005, les carabinieri vaincus doivent marcher au milieu d'une haie de déshonneur composée des habitants qui les ont acculés, c'est un euphémisme que de dire qu'un tel événement constitue un dangereux précédent.

Ces luttes éveillent la détermination à la fois des révoltés et des pouvoirs en place, car elles portent en elles, irréductiblement, concrètement, la possibilité d'un renversement de l'ordre en vigueur. Certains d'ailleurs ne s'y trompent pas : « *On a pris un territoire et on a déclaré que ce territoire était libéré, que les lois de l'État italien n'avaient plus cours, que seules avaient cours les lois que nous partageons dans l'assemblée générale chaque soir. Le chef des industriels italiens est la personne qui a le mieux compris tout cela. Il a dit à la télé : ce n'est pas seulement la question du TAV, c'est pire, c'est la question de la déclaration d'un espace autonome de l'État italien* [8]. » Voici donc la face totalitaire de la démocratie, voici donc ce qu'elle ne peut souffrir : que ses administrés décident de se passer d'elle, lui échappent en assumant – en actes – leur antagonisme. Manuel Valls l'a parfaitement bien énoncé : « *La colère, la violence, ne sont pas possibles dans une démocratie comme la nôtre* [9]. » Seules sont tolérées la colère platonique et l'indignation sans conséquences. La vie tout autre que la ZAD et le Val Susa esquissent est donc, qu'on le veuille ou non, une vie en guerre.

## **DROIT D'EXCEPTION**

Le 22 mai dernier s'est ouvert en Italie le procès de Chiara, Claudio, Niccolo et Mattia, au sein d'un bunker judiciaire aménagé au sein de la prison de Turin. Si contrairement à l'annonce précédente d'un jugement par visioconférence, les prévenus sont effectivement présents sur place, le dispositif par lequel ils ont été auparavant tenus à distance dans trois prisons différentes, tout autant que la pression policière qui s'exerce sur leurs soutiens, ou encore le fait que le 'public' ne peut assister au procès que maintenu derrière des parois en plexiglas, montre bien comment l'État contemporain compte traiter les existences qu'il ne peut contrôler. Leur chef d'inculpation : « acte de terrorisme à l'aide d'engins pouvant entraîner la mort ou explosifs, dégradations par voie d'incendie, violence contre agents de police, détention et transport d'armes de guerre ». C'est cette accusation de terrorisme, déjà utilisé contre les maquisards, que l'État emploie pour désigner le sabotage lorsqu'il devient nécessaire d'abattre une résistance irréductible. Car c'est bien de sabotage qu'il s'agit, ces quatre personnes ayant été arrêtées à la suite d'une action menée par une trentaine de personnes qui ont pénétré dans l'enceinte du chantier du TGV Lyon-Turin pour y incendier un compresseur et un générateur électrique, tandis que les forces de l'ordre étaient maintenues à distance à l'aide de cocktails Molotov (ne causant aucun blessé). Le lendemain de leur arrestation, la coordination de tous les comités No Tav déclarait : « *Les inculpés sont des fils du Val de Susa, le sabotage est un acte de résistance légitime, les terroristes sont ceux qui imposent le TAV.* » Les quatre inculpés risquent plus de vingt ans de prison, mais la vallée ne désarme pas [10]. Erri de Luca déclarait au Huffington Post : « *Il faut saboter le TAV. [...] Pour l'heure, la vallée entière est militarisée, l'armée surveille le chantier et ses résidents*

*doivent montrer leurs papiers pour aller travailler la vigne. Les tables rondes avec le gouvernement ont échoué, les médiations ont échoué : le sabotage est la seule option* [11]. » L'écrivain a été mis en examen pour ses propos.

En France, où le plomb de la répression a pesé moins lourd que de l'autre côté des Alpes dans la défaite du mouvement révolutionnaire des années 70, le pouvoir ne se permet pas tout à fait cette brutalité. Reste que la logique est la même et la police nationale n'est pas en reste. Ici aussi, le profilage politico-policier tente d'imposer sa performativité, avec l'arrestation plusieurs mois après les faits de manifestants du 22 février sur la seule base de photos ou vidéos floues et de fichages plus ou moins officiels.

Il ne semble pas que cela suffise cependant, puisque la solidarité reste intacte et que les appels et les gestes de soutien aux personnes ciblées par la répression se multiplient. Par la maîtrise d'une certaine forme d'aïkido politique, il se pourrait bien que les mauvais coups de la police reviennent plus vite que prévu aux visages des gouvernants. Car à trop vouloir circonscrire la révolte, pour l'extirper au scalpel ou la contenir par cordon sanitaire, le pouvoir est condamné à passer à côté de cette vérité : on n'expulse pas les rêves et les espoirs qui ont pris racine dans les plis de chaque existence et de chaque espace libéré. À la ZAD, on agit d'ores et déjà pour étendre l'idée de victoire au-delà du strict abandon du projet en communisant les terres et en pensant les conditions d'une zone libérée et contagieuse.

Au-delà de ces territoires, c'est dans cette réouverture des imaginaires, cette chair donnée à l'espoir, cette diversité assumée des formes de sabotage de l'hégémonie marchande et gestionnaire que se niche la possibilité actuelle d'un réel bouleversement. Car de leurs puissances éclosent des vies en devenir plus éloignées que jamais d'un retour à l'ordre.

Dans une atmosphère collective aiguë rien n'est impossible à l'homme ; il ne perçoit plus les barrières sociales et matérielles, celles-ci disparaissent effectivement, la puissance humaine est alors réellement décuplée. [...] Une protection surnaturelle paraît acquise à ceux qui ont franchi la frontière de leur ordinaire timidité. À la réflexion, ce qui est surnaturel, c'est que des millions d'êtres acceptent de vivre au-dessous de leurs possibilités dans l'ignorance de la puissance qu'ils renferment (Pierre Mabille, *Le miroir du merveilleux*).

[1] « Une brèche ouverte à Notre-Dame-des-Landes » in *Constellations*, p. 618.

[2] « Treno Alta Velocità », TGV en italien.

[3] Le 14 juin 2006, dans cette ville mexicaine, la répression du traditionnel piquet de grève des instituteurs en grève déclenche l'insurrection de toute la cité.

[4] Interview d'un habitant du Val Susa, *ibid.*, pp. 613-614.

[5] « Il est hors de question de laisser un kyste s'organiser », affirmait Manuel Valls à propos de Notre-Dame-des-Landes le 19 septembre 2012 à la sortie du Conseil des Ministres.

[6] Comme s'en alarme un économiste pro-aéroport : « Si on cède sur Notre Dame des Landes, il sera impossible de mener un projet d'infrastructure en France pendant quinze ans. »

[7] *Compilation de textes sur la lutte contre l'aéroport et son monde.*

[8] Interview d'un habitant du Val Susa, *Constellations*, pp. 613-614.

[9] Manuel Valls interviewé sur RTL le 4 mars 2013.

[10] Le procès s'annonce long et coûteux, c'est pourquoi pour faire face à ces dépenses et à leur maintien en détention, un compte a été ouvert. Destinataire : FRANCESCA CAMICIOTTOLI. IBAN : IT27A0316901600CC0010722513 Données à ajouter pour les dons venant de l'étranger. BIC : INGDITM1XXX SWIFT : CIPBITMMXXX

[11] Interview accordée le 1er septembre 2013 sur le site de la version italienne du *Huffington Post*.

<https://constellations.boum.org/spip.php?article112>

Adresse : Gnoppod